

Le monde agricole crie à la « délation »

© 28/11/2018 | 🧑 Arnaud Carpon • 📰 Terre-net Média

L'association écologiste Greenpeace a publié une carte recensant « 4 400 fermes-usines » constituant, selon elle, autant de « menaces pour l'environnement et notre santé ». Ce nouveau coup de com' est d'autant plus condamné par l'ensemble du monde agricole – y compris la Confédération paysanne qui dénonce elle-même « l'industrialisation de l'agriculture » – qu'il contient des erreurs et autres amalgames.

Publiée par l'ONG écologiste Greenpeace lundi 26 novembre 2018, la carte de la « menace des fermes-usines en France » sur laquelle l'association recense 4413 fermes-usines réparties dans 2340 communes reprend en fait la liste des « **installations classées pour la protection de l'environnement** (ICPE) en bovins, porcins et volailles qui sont soumises à autorisation et en fonctionnement » fournie par le ministère de la transition écologique et solidaire.

Ce nouveau coup de com' de la part de l'ONG écologiste relevant de la caricature et du simplisme, est unanimement **dénoncé par le monde agricole**. « Stop à la délation » s'insurgent la **FNSEA** et **Jeunes agriculteurs**. « Comment qualifier la dénonciation publique d'agriculteurs qui exercent leur métier dans les règles de l'art au seul motif que la taille de l'exploitation ne correspond pas à la vision qu'a Greenpeace du « modèle agricole » ? »

« Dénoncer et jeter à la vindicte populaire des noms d'agriculteurs, des noms de ferme, des adresses, des lieux de vie, est violent. Extrêmement violent ! Une violence insupportable. Derrière les slogans ou les cartes publiées, nous osons rappeler que ce ne sont pas des conglomerats ou des holdings impersonnels, mais des femmes, des hommes et leurs enfants qui sont pointés du doigt et stigmatisés », poursuivent les syndicats qui demandent au Gouvernement de « condamner cette forme de délation et d'apporter une réponse juridique face à ces méthodes ».

« Greenpeace oublie les réalités des paysans »

Même la **Confédération paysanne**, qui milite elle-même contre « l'industrialisation de l'agriculture », « déplore la teneur du dossier publié par Greenpeace ». « L'industrialisation des fermes ne peut se résumer au seul critère environnemental ICPE. Cette cartographie donne une réalité partielle et déconnectée de la réalité des fermes-usines en France », critique le syndicat qui avait lui-même publié une carte similaire en 2015. « Une ferme importante en nombre d'animaux est classée ICPE mais n'est pas pour autant une ferme-usine. À l'inverse, ce critère ignore les fermes-usines en végétal, comme des serres géantes de tomates. »

« La lutte contre les fermes-usines doit réunir tous ces combats pour permettre aux paysannes et paysans de retrouver du sens, un revenu, du lien aux territoires et aux animaux et une production agricole en adéquation avec les attentes sociétales alimentaires. A défaut, cette lutte tombe dans une caricature regrettable. (...) À vouloir faire le buzz, Greenpeace oublie les réalités des paysannes et paysans qui souffrent et qu'il faut accompagner dans leur transition par des politiques publiques fortes », poursuit le syndicat.

La **Coordination rurale**, elle, « préfère rechercher les causes de ce phénomène et surtout les responsables », citant tour à tour « l'État et l'UE qui imposent toujours plus de normes et d'investissements non-productifs », « les lobbies environnementaux et les associations de consommateurs qui réclament une production alimentaire toujours plus verte, contrôlée et aseptisée », mais aussi « le syndicalisme dit majoritaire qui depuis l'après guerre n'a pas su changer de mode de pensée ».

Sur les réseaux sociaux, de nombreux agriculteurs ont également dénoncé cette publication de Greenpeace, et plus généralement l'agribashing croissant dont ils se sentent victimes.

□

Déraisonnable, non éthique @greenpeacefr de dresser les uns contre les autres
Ce qui vous excède ne justifie pas vos excès <https://t.co/9W2i1S9xv>
— régisdubourg (@regisdubourg) 27 novembre 2018

Non, pas normal ! Je dénonce solennellement la délation et la calomnie.
Je demande aux Ministres de dénoncer ces pratiques, qui rappellent celles d'un moment sombre de l'Histoire de notre pays! @EPhilippePM
@dguillaume26 @FdeRugy @CCastaner <https://t.co/xQzUEyD7Qw>
— Christiane Lambert (@ChLambert_FNSEA) 26 novembre 2018

Déraisonnable, non éthique @greenpeacefr de dresser les uns contre les autres
Ce qui vous excède ne justifie pas vos excès <https://t.co/9W2i1S9xv>
— régisdubourg (@regisdubourg) 27 novembre 2018

